

Compte rendu du débat sur l'école

Le 01. 12. 03

Débat n°1 : Quelles sont les valeurs de l'école républicaine ? Comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

Liberté, égalité, fraternité.

Respect de l'autre, vivre ensemble, participation active à la société.

Les valeurs de la République sont les valeurs de l'école républicaine. A travers cet idéal de société, l'école trouve ses missions : permettre l'intégration des individus en les aidant à développer leur esprit critique, en leur apportant des connaissances générales et spécifiques, en favorisant l'émergence de leurs capacités d'analyse et de réflexion.

Ces éléments de développement de la personne doivent être accessibles à tous et nécessitent de continuer à rechercher l'égalité des chances pour tous. C'est ainsi aussi que l'école peut contribuer à la création de richesses.

Cependant, les membres de la communauté scolaire ne peuvent seuls garantir la cohésion sociale et ne peuvent malgré leurs actions, remédier aux déficiences des institutions traditionnelles de socialisation et d'intégration.

Ainsi, tout en ayant conscience de l'insignifiance probable de notre réflexion sur les décisions, nous nous sommes demandés : Quelles sont les valeurs de l'école républicaine ? Comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

Le débat s'est donc organisé autour de quatre axes de réflexion :

- prises de position vis-à-vis du débat
- constat sur l'école
- réflexion sur les valeurs de l'école
- comment faciliter leur reconnaissance sociale

1. Prises de position

La première intervention a permis de montrer que l'éducation a une portée universelle et doit nécessairement prendre en compte le cadre environnemental et intégrer le long terme. Ainsi éduquer ne doit pas seulement servir l'immédiateté mais aussi être intégré dans une réflexion globale du vivant : tout être humain est destiné à être éduqué pour exprimer sa vraie nature en communion avec les autres êtres vivants.

La deuxième prise de position reflète l'opinion partagée par un certain nombre de professeurs. Il s'agirait d'une fausse proposition en raison de l'insuffisance du délai accordé pour l'organisation et la réflexion, dans une période où les obligations

sont déjà multiples (conseils de classe) du caractère orienté du questionnement. Ils n'ont aucune illusion sur le sort qui sera réservé aux synthèses réalisées.

Ne serait-ce pas une opération de communication ?

2. Constat sur l'école

Certains éléments des documents distribués ont été présentés. Les chiffres ne sont pas remis en cause mais leur interprétation nous semble discutable. Ainsi parmi les professeurs de lycée général nous serions heureux d'avoir des classes de onze élèves en moyenne. La progression affichée du budget correspond à un artifice comptable (prise en charge des assistants d'éducation en remplacement des aide-éducateurs qui étaient à la charge du ministère des Affaires sociales, et gonflement de la masse des pensions) ; l'évolution du budget et de l'ensemble de la dépense éducative par rapport à l'accroissement du PIB fait apparaître un désengagement).

3. Réflexion sur les valeurs de l'école

Les éléments de questionnement proposés dans la fiche n°1 ont été présentés. Le débat, après un temps de réflexion plus générale sur l'école, la neutralité, la notion de « sanctuaire » a principalement porté sur le problème de l'ouverture au monde économique.

Un professeur de sciences physiques a engagé la discussion sur la question de **l'ouverture au monde**: l'école ne doit pas être un sanctuaire, elle doit certes préserver certaines valeurs non négociables telles que la laïcité, mais elle ne doit pas non plus se replier sur elle-même et négliger en particulier la formation professionnelle. On peut se demander si certains élèves sont bien à leur place au lycée et s'il ne conviendrait pas de les orienter vers des formations plus adaptées telles que l'apprentissage.

Plusieurs interventions ont souligné que cette notion d'ouverture devait être précisée : **ouverture au monde, oui, mais pas uniquement au monde de l'entreprise**. Les voyages, jumelages, rencontres avec différents acteurs de la vie professionnelle, culturelle ou associative, participation à différentes manifestations, à des spectacles, sont autant d'occasions de s'ouvrir au monde extérieur.

Quant à la formation professionnelle, il faut veiller à ce que l'école reste indépendante et ne soit pas contrainte de s'adapter aux demandes des entreprises. On risquerait alors d'être soumis à des exigences à court terme qui ne permettraient pas forcément d'assurer une formation générale complète et diversifiée aux élèves. La plupart des intervenants s'accordent à reconnaître la nécessité de défendre une formation initiale exigeante pour tous, dans le souci d'assurer les apprentissages nécessaires à la vie dans une société moderne, de préserver l'esprit critique et de former les élèves à leurs futures tâches de citoyen. Il s'agit de garantir le développement de la personnalité de l'enfant et de le protéger contre les pressions

de la société de consommation et de l'utilitarisme dominant, alors que la cohésion sociale est menacée par la montée de l'individualisme. Une mère d'élève fixe comme objectif à l'école d'apprendre aux jeunes à se forger des outils pour devenir acteurs de la société et non pas subir des pressions sociales.

Une anecdote est rappelée concernant l'intrusion des entreprises à l'école : voici quelques années, une documentation sur la prévention routière avait été proposée aux élèves sous la forme d'un support vidéo et d'affiches, par ailleurs fort intéressants, réalisés par une société d'assurances et comportant de nombreux logos de cette société. Les entreprises tentent de profiter du public captif des établissements scolaires pour réaliser, sous couvert d'information, une publicité gratuite.


Une mère d'élève fait valoir que l'orientation est parfois trop précoce : un jeune de 15 ans n'est pas toujours capable de savoir exactement ce qu'il fera de son avenir, et il est important de lui laisser la possibilité de revenir sur ses choix et de prendre le temps de mûrir.

Une sélection trop précoce, qui orienterait prématurément certains élèves vers l'apprentissage, ne risquerait-elle pas de conduire à la fabrication d'une main-d'oeuvre malléable, adaptée aux besoins précis d'une entreprise à un moment donné ? Une mère d'élève rappelle que les besoins de la société évoluent rapidement, et qu'au nom même de l'adaptation il est primordial d'apprendre aux élèves à développer leur capacité de jugement. Un professeur rappelle que la France, d'après les données du rapport de la Commission Thélot, forme en réalité trop d'élèves au niveau V (BEP et CAP) et pas assez d'élèves au niveau Bac +3, par rapport aux autres pays. Les projections, en termes de création d'emplois, sur les décennies à venir font d'ailleurs apparaître, quel que soit le scénario, une insuffisance de diplômés de l'enseignement supérieur et un surnombre de sortants au niveau BEP/CAP : ces derniers risqueraient donc de ne pas trouver d'emplois. Il est important de ne pas laisser les élèves victimes d'une orientation « par défaut » dans l'impossibilité de revenir dans une filière générale ; d'où l'importance des passerelles, comme la classe de Première d'adaptation et celle qui assure la remise à niveau d'élèves issus du Bac Pro avant l'entrée en BTS tertiaire.

Un élève dit que pour lui l'objectif de sa scolarité est l'obtention d'un travail ; une jeune Allemande compare la situation française à celle de son pays, où les contacts avec le monde professionnel seraient plus nombreux.

Un professeur de commerce qui enseigne dans les séries STT rappelle que le but des enseignements dispensés en séries technologiques commerciales, s'il est bien de préparer les élèves à un emploi dans l'entreprise, ne se limite pas à développer à l'infini les relations avec l'entreprise. Une élève souligne qu'il existe de nombreuses rencontres avec des professionnels et que l'école n'est donc pas fermée à la vie de l'entreprise. Un autre professeur rappelle que les filières professionnelles et technologiques qui existent dans l'Education Nationale permettent à la fois de préparer les élèves à leur futur métier et d'assurer une formation générale indispensable.

Des parents soulèvent la question du manque de moyens. L'Education nationale dispose-t-elle de ressources suffisantes ? Les chiffres du budget, si on les analyse en détail, font apparaître non pas une hausse de 2,8% comme l'indique le ministère, mais une baisse réelle de 1,8%, compte tenu de divers artifices comptables comme

le transfert de personnels d'un ministère à un autre. Il y a donc bien une diminution des moyens  la nation doit se donner les moyens suffisants pour permettre à son école de fonctionner.

Des élèves s'interrogent sur les valeurs et font état de leur inquiétude quant à la liberté d'opinion : ces valeurs républicaines, a-t-on le droit de les contester ? N'est-ce pas un endoctrinement ? Ne faudrait-il pas laisser aux élèves le temps de les admettre, sans les leur imposer ? Des professeurs répondent que l'éducation au respect et à la liberté ne saurait être un endoctrinement ; les « valeurs » de l'école républicaine consistent précisément à laisser un espace à la critique et au débat ; on ne saurait les assimiler que par un processus de questionnement et non d'inculcation.

4. solutions

- Nécessité d'augmenter les moyens publics pour établir l'**égalité** des chances : nécessité d'augmenter les moyens publics pour aider les élèves et les étudiants (bourses, encadrement spécifique, suivi, aides sociales...).
- Nécessité d'augmenter les moyens publics pour améliorer la **communication** sur ce qui est fait à l'école (budget spécifique : est-ce à l'école de le faire ?) Nécessité d'augmenter les moyens afin de formaliser de façon explicite, auprès de l'opinion, les valeurs de l'Ecole et de la République qui ne sont pas toujours suffisamment reconnues.
- Nécessité d'augmenter les moyens publics afin d'améliorer les **formations post-bac** (le rapport de la Commission rappelle en effet que l'investissement national pour l'enseignement supérieur est insuffisant).
- Nécessité d'augmenter les moyens publics pour améliorer et renforcer le **travail d'équipe** (heures de concertation rémunérées, équipes pluri-professionnelles, renforcement du rôle des membres non enseignants de l'équipe éducative...).